

Péto-Canada—Loi

Le ministre parle des pays dont nous achetons du pétrole brut et dit que chacun d'eux a sa propre société nationale des pétroles. Je me demande à combien de compagnies privées on permet actuellement de leur faire concurrence. De plus, je me demande jusqu'à quel point la population de ces pays a profité de l'étatisation de l'industrie. Pourquoi devrions-nous acheter au moyen de nos dollars fiscaux, même au prix de 1 milliard de dollars, que le ministre qualifie de raisonnable, quelque chose qui nous appartient déjà? Je ne comprends pas cette logique et je serais reconnaissant au ministre de me l'expliquer. Suis-je le seul député ici à qui ce genre de logique est tout à fait illogique?

Une voix: Oui.

M. Elzinga: Est-il logique de payer trois fois sa valeur un service dont on bénéficie déjà? Est-il logique de créer une société de la Couronne d'aucune utilité? Est-il logique d'augmenter encore la bureaucratie? Les recettes fiscales sont-elles si abondantes qu'il faille gaspiller un milliard de dollars? Je ne le crois pas.

Le ministre a ajouté que «c'est à dessein et par nécessité qu'il insiste sur une planification à long terme». Quelle belle expression que voilà! Mais elle sonne un peu creux, lorsqu'il poursuit et précise qu'il entreprend cette aventure du pétrole, «pleinement conscient des risques et des incertitudes qui nous attendent». Le gouvernement envisage-t-il réellement de se lancer à long terme dans une aventure pleine de risques et d'incertitudes? Si l'on tient compte des propos du ministre lui-même, qui est censé être le mieux informé dans le domaine de l'énergie, des mines et ressources, cela semble bien être le cas. Quand j'entends parler de projets à long terme de ce genre, je n'ai guère confiance dans leur issue. Il semble raisonnable de soutenir qu'une planification à long terme devrait avoir des bases plus solides.

Lorsque le ministre nous a avertis que la création d'une société nationale des pétroles n'aurait probablement pas dans l'immédiat un succès financier et des résultats spectaculaires, sa franchise m'a impressionné, je dois l'avouer. Je me suis pris à penser que, pour un milliard de dollars ou plus, on aurait pu nous conserver quelques illusions. Après nous avoir exposé pourquoi les changements intervenus dans le domaine de l'énergie, sur les plans intérieur et international, rendaient nécessaire l'intervention du gouvernement fédéral, le ministre a fait l'éloge des sociétés privées. Le bill, a-t-il dit, ne signifie pas que, aux yeux du gouvernement, l'entreprise privée de l'industrie pétrolière n'a pas bien servi le Canada. Pour reprendre ses paroles, les sociétés privées «ont généralement travaillé avec vigueur à l'exploitation de nos richesses en pétrole et en gaz, à la création des réseaux de transport nécessaires à cette exploitation, au raffinage et à une distribution efficace des produits pétroliers». Les intérêts privés de l'industrie pétrolière canadienne, a-t-il ajouté, sont à l'origine de nombreuses innovations tant sur le plan technique que sur celui de la gestion.

[M. Elzinga.]

● (1650)

Si le ministre pense que l'industrie privée a si bien réussi, pourquoi donc juge-t-il maintenant que l'État doit intervenir pour créer une nouvelle société de la Couronne? Pense-t-il vraiment qu'une pareille société saura mieux innover sur le plan de la technique et de la gestion? Le gouvernement n'est pas sûr, dit le ministre, que le secteur privé mobilise les énormes capitaux nécessaires à la réalisation des équipements énergétiques pour répondre à nos besoins à long terme? Pourquoi ne peut-on pas faire confiance à l'industrie privée à cet égard, puisque, de son propre aveu, elle a si bien fait jusqu'ici?

Quand le ministre nous dit que la majorité des Canadiens retireront beaucoup de fierté, de satisfaction et de confiance de leur participation dans cette industrie canadienne, est-ce qu'il entend par là que les Canadiens préfèrent les sociétés d'État aux sociétés privées? Veut-il dire que les Canadiens préfèrent les sociétés nationales? Je pense que si c'est ainsi qu'il interprète la pensée du pays, il est fort loin de la vérité.

Que le ministre aille donc demander aux gens de la Saskatchewan quelle fierté et quelle confiance ils ont éprouvées en voyant le gouvernement provincial prendre en charge une part aussi large de l'industrie, avec des résultats aussi désastreux. Il y a perdu des millions de dollars, et a dû soit liquider les entreprises nationalisées, soit les rétrocéder au secteur privé pour qu'elles redeviennent rentables. Entre-temps, les investisseurs ont évité la Saskatchewan et installé leurs usines ailleurs, le chômage a monté et les impôts aussi. En conséquence, il y a eu un exode des habitants vers d'autres provinces. Je ne pense pas que cette débâcle ait apporté beaucoup de satisfaction à la population de la Saskatchewan.

Si le gouvernement a l'intention de se lancer dans les affaires, il ferait bien de voir d'abord comment il y réussit. Je pense que ses réalisations ne sont rien moins qu'enviables. D'autres députés ont cité de nombreux exemples d'échecs. Si l'on veut être fixé sur la façon dont l'État sait s'y prendre avec son personnel, il n'y a qu'à interroger quelques-uns des centaines de fonctionnaires qui ont été, qui sont ou qui seront en grève. Il suffit de regarder ce qui se passe chez nous depuis quelques semaines pour avoir des preuves concrètes du mécontentement qu'éprouvent des milliers de fonctionnaires. Ils sont venus jusqu'aux portes de la Chambre nous dire très manifestement que leurs salaires n'étaient pas comparables à ceux qui sont versés aux personnes qui occupent des emplois analogues dans le secteur privé du monde des affaires.

Bien entendu, nous voulons un taux d'emploi aussi élevé que possible, des prix stables et le moins de disparité régionale possible dans le revenu et les conditions de vie. Toutefois, quand le gouvernement s'intéresse directement à la production et à la répartition des biens et des services, sa performance n'est pas très brillante. Il suffit de voir ce qui se passe au ministère des Postes. Comment le gouvernement peut-il expliquer que la société Air Canada subisse de lourdes pertes, quand la société CP Air fait des profits, fournit un meilleur service avec un budget moindre? Les entreprises de l'État ne sont pas réputées pour leur efficacité, qu'il s'agisse de leurs profits ou de leurs services. Le gouvernement a-t-il l'intention de détruire l'initiative personnelle? Si tel est le cas, il s'y prend fort bien.